



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/TIM/2007/2
23 juillet 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ DU BOIS

Soixante-cinquième session
Genève, 8-11 octobre 2007
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**QUESTIONS DÉCOULANT DE LA SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION DE LA
COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE**

Note du secrétariat

Résumé

Ce document donne une vue d'ensemble des questions découlant de la soixante-deuxième session de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, tenue du 25 au 27 avril 2007, en particulier des décisions adoptées par la Commission qui ont une incidence sur les travaux du Comité.

Le Comité est invité à tenir compte de ces décisions lorsqu'il adoptera son programme de travail au titre du point 7 de l'ordre du jour.

I. SOIXANTE-DEUXIÈME SESSION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

1. La Commission économique des Nations Unies pour l'Europe a tenu sa soixante-deuxième session du 25 au 27 avril 2007, marquant son soixantième anniversaire.

2. Les sessions de la Commission servent à définir l'orientation générale de ses travaux. Comme il a été décidé dans le contexte de la réforme de la CEE, elles se tiennent tous les deux ans depuis 2007. Le Comité exécutif, quant à lui, se réunit plusieurs fois par an pour surveiller et orienter plus précisément la mise en œuvre du programme de travail de la CEE.

3. Dans la «Déclaration de la Commission économique pour l'Europe à l'occasion de son soixantième anniversaire», adoptée le 16 avril 2007, les États membres ont pris acte «des résultats que la Commission [...] a obtenus [...] en favorisant la coopération et l'intégration et [réaffirmé] leur volonté de soutenir et de renforcer la mise en œuvre effective du mandat de l'organisation, de veiller à la pertinence de ses travaux de fond, de la faire mieux connaître et d'en améliorer la transparence.».

4. Ils ont également souligné que la CEE était bien placée pour contribuer aux efforts visant à résoudre les problèmes de la région dans le domaine du développement économique et institutionnel et de la protection de l'environnement, en «allant de l'avant dans le rôle qui lui incombe en tant qu'enceinte multilatérale qui facilite une intégration et une coopération accrues entre ses 56 États membres et favorise le développement durable et la prospérité économique».

5. La Commission a réaffirmé qu'elle continuerait à œuvrer à la réalisation des objectifs fixés par la communauté internationale au niveau régional. À cet égard, il a été reconnu que les travaux des comités sectoriels représentaient «l'atout majeur de l'organisation et [servaient] d'assise à ses travaux intergouvernementaux», les activités sectorielles et la coopération technique aidant les pays et servant de «passerelle pour l'échange de données d'expérience et de pratiques optimales entre les États membres»¹.

6. À la soixante-deuxième session, les États membres de la CEE se sont félicités du rapport du Secrétaire exécutif sur la mise en œuvre de la réforme et ont invité le Comité exécutif à approfondir toute question pouvant contribuer au bon fonctionnement du secrétariat et des comités sectoriels. Les questions ayant une incidence directe sur les travaux des comités sectoriels sont notamment les suivantes:

a) Examen d'un mécanisme propre à faciliter le choix des questions intersectorielles que la CEE devrait traiter;

b) Analyse plus systématique de la coopération technique dans le cadre des comités sectoriels;

c) Renforcement des relations avec d'autres organisations.

¹ Déclaration de la Commission économique pour l'Europe à l'occasion de son soixantième anniversaire, annexe I au Rapport annuel de la Commission.

7. La Commission a aussi encouragé les comités sectoriels, à consacrer une attention particulière aux évaluations biennales des résultats, avec le soutien du secrétariat.

II. MISE EN ŒUVRE DE LA RÉFORME DE LA CEE

8. À sa soixante-deuxième session, la Commission économique pour l'Europe a dressé un bilan provisoire de la réforme de la CEE, qui fera l'objet d'un examen plus complet à sa prochaine session, en 2009, conformément au plan de travail pour la réforme de la CEE.

9. La mise en œuvre de la réforme progresse rapidement. Une nouvelle structure de gouvernance est devenue pleinement opérationnelle avec la mise en place du Comité exécutif, qui se réunit régulièrement pour contrôler les activités des comités sectoriels et du secrétariat et suivre la mise en œuvre de la réforme de la CEE.

10. Par cette réforme, la CEE a recentré son programme de travail en définissant précisément les domaines prioritaires, et a ainsi démontré qu'elle était capable de répondre aux besoins en constante évolution des États membres et de leur fournir des services hautement spécialisés dans ses domaines de compétence reconnus.

a) Sous-programme sur le bois et la foresterie – Mandat révisé

11. Comme prévu par la réforme, le sous-programme sur le bois a été rebaptisé «sous-programme sur le bois et la foresterie», appellation qui apparaît dans le Cadre stratégique pour 2008-2009.

12. À sa soixante-deuxième session, la Commission a approuvé le mandat du Comité du bois, adopté lors de la soixante-quatrième session de ce comité et avalisé par le Comité exécutif en octobre 2006 (ECE/EX/2006/L.17).

b) Coopération avec la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (CMPFE)

13. Conformément au plan de travail pour la réforme de la CEE, le Comité du bois renforce sa coopération avec la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (CMPFE), et examine la possibilité de l'officialiser.

14. Ce point a été examiné lors de la première réunion entre les bureaux communs du Comité du bois de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO, et le Comité de coordination générale (CCG) de la CMPFE en mai 2007. Les participants ont réaffirmé l'intérêt de cette coopération fructueuse, dont témoignaient les programmes de travail respectifs des partenaires CEE/FAO et de la CMPFE, et ont exprimé l'intention d'étudier de manière plus approfondie les moyens de l'officialiser. La question sera examinée lors d'une prochaine réunion du CCG, et creusée par le nouvel organe de liaison de la CMPFE à Oslo, qui entrera en activité le 1^{er} janvier 2008.

c) Suivi et analyse des politiques et des institutions forestières

15. Comme prévu par la réforme de la CEE, des activités visant à renforcer le suivi et l'analyse des politiques et des institutions forestières ont été proposées au Comité du bois qui les a

approuvées à sa soixante-quatrième session. Elles ont également été approuvées par le Comité exécutif.

16. Le sous-programme ayant été renforcé par la création d'un poste d'administrateur auxiliaire, pourvu depuis la fin août 2006, ces activités sont mises en train. Il s'agit d'améliorer les capacités de suivi et d'analyse concernant les politiques et les institutions dans la région paneuropéenne et au niveau mondial, avec des partenaires comme la FAO et la CMPFE.

17. L'effort engagé collectivement pour suivre les politiques et les institutions forestières et échanger des informations à ce sujet progresse grâce au Groupe de coordination intersecrétariats chargé du suivi des politiques et des institutions forestières CEE/FAO/CMPFE, qui vient d'être créé. En plus de ces travaux, qui comportent la création d'une banque de données paneuropéenne et mondiale, des activités de renforcement des capacités portant sur les politiques et les institutions des pays d'Europe centrale et orientale sont menées avec des partenaires de la région paneuropéenne.

III. ACTIVITÉS INTERSECTORIELLES

18. À sa soixante et unième session, la CEE a «souligné que les activités intersectorielles des comités pouvaient beaucoup contribuer à accroître la cohérence de la CEE et a demandé leur poursuite et leur renforcement.». Comme l'indique le plan de travail pour la réforme de la CEE, les comités compétents, dont le Comité du bois, ont été chargés de favoriser les activités intersectorielles et de renforcer les liens avec les autres comités intersectoriels de la CEE.

19. Lors de la soixante-deuxième session de la Commission, il a été proposé de réfléchir à un mécanisme propre à faciliter le choix des questions intersectorielles qui pourraient être examinées et approuvées par le Comité exécutif, en collaboration étroite avec les présidents des comités sectoriels.

20. Les paragraphes qui suivent mettent en lumière certaines des principales activités intersectorielles et transsectorielles² relevant du programme de travail intégré sur le bois et les forêts du Comité du bois de la CEE et de la Commission européenne des forêts de la FAO. Le Comité est invité à en prendre note, à fournir des orientations et à faire des suggestions pour les travaux futurs.

a) Énergie

21. L'interaction de l'évolution du secteur énergétique et de celle du secteur forestier fait l'objet d'un suivi régulier de la part de la CEE et de la FAO, notamment dans la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers*. Depuis la soixante-quatrième session du Comité du bois, des efforts particuliers ont été faits pour mieux comprendre les principaux enjeux, rassembler les

² Par «activité intersectorielle», on entend une activité à laquelle participent deux «secteurs», éventuellement davantage. Le terme «transsectoriel» s'applique aux activités faisant intervenir des questions complexes et importantes qui intéressent un grand nombre de «secteurs». Étant donné la complexité générale des questions et la difficulté de définir clairement les frontières d'un secteur donné, cette distinction est difficile à appliquer en pratique.

partenaires des secteurs de la foresterie, du bois et de l'énergie en vue d'aider les gouvernements et d'autres organisations internationales à mettre en œuvre des politiques rationnelles reposant sur des faits et des réalités, et de tenir compte des caractéristiques de tous les secteurs concernés. Ces efforts sont décrits ci-après.

22. La mise en place d'une équipe spéciale par le Groupe de travail mixte FAO/CEE de l'économie forestière et des statistiques des forêts a mené à l'enquête commune sur l'énergie provenant du bois, avec comme principaux partenaires l'Agence pour l'énergie et l'Union européenne. Les résultats de l'enquête ont confirmé l'importance de la part de l'énergie provenant du bois dans le «panier énergétique», et ce, aussi bien pour la production que pour la consommation.

23. Lors d'un atelier sur l'énergie et l'industrie des produits forestiers, tenu à Rome en octobre 2006 sous l'égide de la FAO, de l'AIE, de la CEE et de l'ICPFE, les participants ont abordé des questions liées à la promotion accrue des bioénergies, leurs répercussions sur le secteur forestier et les possibilités dont elles sont porteuses pour le secteur des produits forestiers.

24. Dans le cadre d'un atelier sur la mobilisation des ressources en bois, organisé en janvier 2007 par la CEE avec comme principaux partenaires la FAO, la Confédération européenne des propriétaires forestiers (CEPF) et la CMPFE, les participants ont étudié comment assurer un approvisionnement durable en matières premières bois pour satisfaire les besoins des producteurs de bioénergie et des industries de transformation du bois. Leurs recommandations ont été portées à l'attention de la CMPFE dans le contexte de l'élaboration du projet de résolution sur «le bois et l'énergie» qui doit être adopté à la Conférence ministérielle de Varsovie.

25. Vu ses activités dans le domaine des forêts et de l'énergie, les relations avec le Comité de l'énergie durable de la CEE ont été encouragées. Les possibilités de coopération renforcée, notamment dans le cadre du projet Efficacité énergétique 21 (EE21) de la Division de l'énergie durable, ont été étudiées pendant la session annuelle du Comité de l'énergie durable en novembre 2006, et la session du comité directeur du projet EE21 en mai 2007. Les propositions faites par la Section du bois de la CEE/FAO pour financer des projets dans les Balkans au titre du fonds d'investissement EE21 «Financement d'investissements dans l'efficacité énergétique pour lutter contre les changements climatiques» sont actuellement à l'étude.

b) Échanges

26. Les échanges de produits forestiers sont régulièrement suivis et enregistrés, notamment dans la *Revue annuelle des marchés des produits forestiers*, qui s'attache à traiter de plus en plus largement les questions de politique commerciale. Les forums de politique générale organisés pendant les sessions du Comité ont aussi bénéficié des compétences spécialisées dont dispose la Division du développement du commerce et du bois.

c) Environnement

27. Pour ce qui a trait à la gestion durable des forêts, qui est l'objectif premier du sous-programme, la dimension environnementale est considérée comme un des piliers du

développement durable. La plupart des activités du sous-programme ont donc une dimension environnementale.

28. Des informations relatives aux indicateurs environnementaux sont recueillies dans le cadre des rapports sur les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de la CMPFE concernant la gestion durable des forêts. Ces informations apparaîtront dans le rapport CEE/FAO/CMPFE intitulé *État des forêts et gestion durable des forêts en Europe*, qui doit être présenté à la Conférence ministérielle en novembre 2007 à Varsovie.

29. Les liens avec la Division de l'environnement, du logement et de l'aménagement du territoire et les comités et conventions pertinents sont continuellement encouragés. Le secrétariat de la Convention d'Aarhus a notamment présenté au Comité du bois, à sa dernière session, les Lignes directrices d'Almaty sur la participation du public aux forums internationaux.

d) Eau

30. La CEE et la FAO ont participé activement, avec l'organe de liaison de la CMPFE à Varsovie, à l'élaboration d'un Code de conduite pour le paiement des services rendus par les écosystèmes (PSE) dans le cadre de la gestion intégrée des ressources en eau, qui inclut les services liés à l'eau assurés par les forêts. Le Code de conduite, examiné par le Groupe de travail de la gestion intégrée des ressources en eau, a été approuvé en décembre 2006. Ces travaux, ainsi que la coopération entre la Division de l'environnement, la Section du bois de la CEE et la CMPFE, sont mentionnés dans le projet de résolution sur les forêts et l'eau, qui doit être adopté à la Conférence ministérielle de Varsovie en novembre 2007.
